



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.  
 LIMITEE

E/ECA/LDCs.7/EXP.6/4  
 9 avril 1987

FRANCAIS

Original : Anglais

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Sixième réunion du Comité inter-  
 gouvernemental d'experts des pays  
 africains les moins avancés

Addis Abeba (Ethiopie)  
 9-11 avril 1987

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Septième réunion de la Conférence  
 des ministres des pays africains  
 les moins avancés

Addis Abeba (Ethiopie)  
 21-22 avril 1987

**INCIDENCES DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL ET DE STABILISATION  
 SUR LA CROISSANCE ET LE DEVELOPPEMENT A LONG TERME  
 DES PAYS AFRICAINS LES MOINS AVANCES\***

\*

Etude sur dossier effectuée dans le cadre du programme spécial de la CEA en faveur des pays africains les moins avancés. Toutefois, les opinions exprimées ne sont pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies.

## INTRODUCTION

1. Les 27 pays les moins avancés (PMA) africains <sup>1/</sup> peuvent être considérés comme «la périphérie» de la périphérie non seulement dans la région mais aussi dans un contexte global plus large d'interdépendance économique. D'après certains indicateurs socio-économiques à caractère structurel de long terme (notamment le niveau de revenu, la part de l'industrie dans le PIB et le degré d'alphabétisation), ces pays sont classés comme les plus pauvres avec un revenu par tête très bas. Les recettes budgétaires de ces pays sont extrêmement faibles, ne permettant qu'une flexibilité limitée dans la gestion de l'économie.
2. Avec leurs faiblesses structurelles notoires dans un environnement économique extérieur hostile, les PMA ont été durement frappés par la crise économique et sociale qui sévit en Afrique du fait qu'ils sont les moins capables d'ajuster leurs déséquilibres internes et de faire face aux chocs extérieurs. En fait, la situation économique et financière des PMA africains qui s'est considérablement détériorée après le choc pétrolier de 1973-1974, la sécheresse prolongée de 1970-1975, la deuxième hausse du prix du pétrole en 1979-1980 et les obligations croissantes au titre de la dette extérieure ont fortement hypothéqué les performances de croissance économique durant la première moitié des années 1980. Par conséquent, au cours de la période 1981-1984 les besoins de développement et de croissance autonomes des PMA africains devinrent des besoins de survie du fait que en raison de la recession économique persistante les agrégats macro-économiques clés (PIB, exportations, importations, etc.) sont tombés bien en-dessous des objectifs fixés dans le NPSA <sup>2/</sup>.
3. Avec un taux d'épargne intérieure resté stagnant conjugué avec un déficit croissant de la balance des paiements, et des autres variables financières clés et la diminution des flux des ressources extérieures, les PMA africains n'ont pas eu d'autre choix que de recourir aux programmes d'ajustement et de stabilisation à court terme pour redresser ces déséquilibres internes et externes. Depuis 1981, 15 PMA africains <sup>3/</sup> ont formulé de tels programmes financés par les ressources du FMI sous des conditions diverses comprenant les récentes facilités d'ajustement structurels (SAF) ainsi que les prêts de la Banque mondiale. Ces programmes sont établis pour une période de 12 à 36 mois selon l'ampleur des déséquilibres de la balance des paiements. D'autres PMA comme le Burkina Faso et le Rwanda ont mis en oeuvre des programmes de même nature mais en-dehors du cadre formel des accords du FMI et de la Banque mondiale.
4. L'adoption des programmes d'ajustement et de stabilisation supportés par le FMI est devenue la condition sine qua non pour mobiliser l'aide internationale pour le financement du développement et l'allègement du poids de la dette. Cependant, les informations disponibles sur les PMA avec les programmes d'ajustements consécutifs durant la période 1981-1985 indiquent que la mise en oeuvre de ces programmes n'a pas été une condition suffisante pour l'apport de ressources supplémentaires par les sources extérieures. En fait, la recherche de financement alternatif a amené beaucoup de pays à négocier et à utiliser du crédit à court terme coûteux pour lancer les activités économiques, qui en plus des obligations au titre du service de la dette à long terme engendrèrent des niveaux de paiements insupportables.

5. La présente étude qui entre dans le cadre du programme spécial de la CEA en faveur des PMA africains, a été demandée par la sixième réunion de la Conférence des ministres des PMA africains 4/. C'est un document de politique économique dont l'objectif est d'examiner l'impact des programmes d'ajustement spécialement en termes de clause de conditionnalité et de critères de performance du FMI et/ou de la BIRD, ainsi que leurs implications sur la croissance et le développement à long terme des PMA africains. Quoique référence sera faite aux années 1960 et 1970, l'étude couvre principalement la période allant de 1979-1980 à 1986 car c'est la période d'une crise économique et sociale à grande échelle en Afrique qui a été également marquée par le début d'interventions fréquentes du FMI à la fois en termes d'engagements financiers et de nombre de pays couverts dans la région africaine.

6. En plus de la partie introductive, la structure du document est la suivante : la Section I donne un aperçu des performances économiques des PMA africains en tant que groupe durant la période 1975-1985 avec une brève analyse des trends suivis par les agrégats macro-économiques clés, y compris une vue synoptique des déséquilibres de la balance des paiements et de la dette extérieure. La nature et les causes des déséquilibres internes et externes de ces économies sont également examinées. Dans la Section II, un aperçu des programmes d'ajustement et de stabilisation est donné avec un accent sur les mesures de politique économique, spécialement l'adaptabilité et la conditionnalité associées à l'utilisation des ressources du FMI pour le redressement des déséquilibres extérieurs des PMA africains. Une analyse d'impact est faite dans la Section III où une tentative est faite pour évaluer dans quelle mesure les PMA ont atteint les objectifs quantitatifs, (en termes d'agrégats macro-économiques) et qualitatifs des programmes. Enfin, la Section IV qui est la dernière résume les principales conclusions de l'étude sur la base desquelles la réunion dégagera ses recommandations générales sur l'adaptabilité des mesures de politique d'ajustement et de stabilisation envisagées dans ces programmes, ainsi que les conditions nécessaires pour la mise en oeuvre de tels programmes dans les PMA africains.

## I. PERFORMANCE ECONOMIQUE ET DEGRE DE DESEQUILIBRE

### A. Caractéristiques structurelles

7. Douze des 27 PMA africains sont enclavés 5/ et 3 sont des pays insulaires 6/. La population de l'ensemble de ces pays compte pour environ 35 p. 100 de la population des pays africains en développement, soit 176,5 millions sur 504,7 millions d'habitants. La taille de la population varie considérablement selon les pays, allant de 0,1 million d'habitants à Sao Tomé et Principe à 42,5 millions d'habitants en Ethiopie. En général, les PMA sont caractérisés par une population relativement peu nombreuse et dispersée qui, en grande partie se contente de tirer profit des économies d'échelle dans leur développement économique et social.

8. En plus de ces caractéristiques démographiques, les principales caractéristiques structurelles des PMA africains sont entre autres, un revenu par tête très faible, avec la majeure partie de la population vivant nettement en-dessous du minimum vital; une très forte proportion de la population vivant dans le secteur de subsistance; une productivité agricole extrêmement faible impliquant une forte dépendance vis-à-vis des importations de produits alimentaires, un niveau extrêmement bas d'exploitation des ressources naturelles faute de connaissances et de

main-d'œuvre qualifiée ou de ressources pour le financement de leur développement; un développement très limité des industries manufacturières et un niveau de recettes d'exportation par habitant extrêmement bas, des disponibilités en produits importés limitées en termes absolus même avec des flux d'aide 7/. Les autres caractéristiques incluent : une pénurie aigue de personnel qualifié à tous les niveaux; la forte dépendance vis-à-vis des expatriés pour le commerce et les autres services; l'extrême faiblesse de l'infrastructure institutionnelle et physique dans tous les domaines incluant l'administration, l'éducation, la santé, l'habitat, les transports et communications. Les PMA sont aussi caractérisés par un ou plusieurs handicaps géographiques ou climatiques majeurs tels que l'enclavement, la faible superficie et l'insularité, la sécheresse et la désertification ou la forte exposition aux inondations dévastatrices.

9. Ces déficiences structurelles sont sans aucun doute quelques-unes des principales sources des difficultés économiques et de la pauvreté relative des PMA africains. Elles définissent, en réalité, les limites de la croissance et des performances économiques de ces pays tout en imposant des contraintes sévères pour un développement économique et social futur, en partie en réduisant le champ pour des politiques économiques discrétionnaires et en rendant en grande partie inefficaces les mesures politiques prises.

#### B. Autres facteurs de déséquilibre (1975-1985)

10. Les performances de croissance et de développement des PMA africains au cours de la période 1975-1985 ont leur antécédant dans le quadruplement des prix du pétrole en 1973-1974. Les deux chocs pétroliers, un autre étant intervenu en 1979-1980, conjugués avec les effets d'une grande sécheresse prolongée en 1970-1975 et 1982-1984, l'évolution défavorable des cours des produits de base résultant de la baisse de la demande mondiale et, d'une manière générale un environnement économique extérieur défavorable sont à la base de la baisse du potentiel de croissance des PMA. Après une croissance modeste en termes réels de 3,7 p. 100 dans les années 60, les PMA ont enregistré de mauvaises performances au cours des années 70 quand le PIB a baissé en moyenne à 3,2 p. 100 par an. En dehors de quelques cas (Botswana et Malawi) la croissance dans la plupart des PMA a stagné ou baissé.

11. L'agriculture qui est la principale source de valeur ajoutée dans la production totale, avec une moyenne de 50 p. 100 du PIB, a progressé de seulement 1,4 p. 100 au cours des années 70, contre 1,8 p. 100 au cours des années 60, du fait de la sécheresse de 1970-1975 qui a eu un effet dévastateur sur la production agricole, notamment dans les pays du Sahel. Ces tendances se sont reflétées dans les médiocres performances du secteur manufacturier des PMA africains largement basé sur l'agriculture et qui en comptant pour 11,1 p. 100 du PIB en 1970 a enregistré un taux de croissance de seulement 3,7 p. 100 au cours des années 70 contre un taux élevé de 8,3 p. 100 au cours des années 60.

**Tableau 1 : Structure et croissance réelle du PIB des pays africains en développement a/**

	Part dans le PIB				Croissance annuelle (en % par an)		
	1980	1985	1982	1983	1984	1985	1986
Pays les moins avancés	13,6	13,1	1,8	-0,2	3,7	0,7	4,2
Pays exportateurs de pétrole	65,5	65,2	-1,0	0,3	2,7	3,1	-0,3
Autres	20,9	21,7	1,8	-1,3	4,5	4,4	3,8
Pays africains en développement	100,0	100,0					

Source : Secrétariat de la CEA.

a/ Agrégats aux prix constants du marché base 1980.

12. En dépit de l'existence du NPSA 8/, les PMA africains ont continué à enregistrer une baisse persistante de leur croissance économique et de leur performance de développement au cours de la première moitié des années 80, du fait de l'aggravation de la crise économique interne aggravée par la sécheresse de 1982-1984. Le PIB global réel a enregistré un taux de croissance annuel moyen de seulement 0,12 p. 100 (aux prix de 1980) au cours de la période 1981-1984 qui a entraîné une chute du PIB par habitant de 2,5 p. 100 par an en moyenne. Toutefois, les pluies abondantes enregistrées en 1985, conjuguées avec une plus grande concentration des ressources dans l'agriculture ont relancé la production avec une valeur ajoutée croissant en termes réels de 0,5 p. 100. Cette performance a entraîné une reprise économique globale en 1985 avec un PIB en augmentation de 0,7 p. 100 en termes réels, même si en termes de revenu par habitant cela correspond à une chute de 1,9 p. 100. Cette reprise devra se poursuivre en 1986 du fait qu'elle dépend des performances du secteur agricole dont la production est estimée avoir augmenté de 5,5 p. 100. Avec les retombées sur les activités industrielles basées sur l'agriculture, la production du secteur manufacturier devra croître de 2,2 p. 100 en 1985 et 3,4 p. 100 en 1986. Les effets d'entraînement de la croissance de ces secteurs moteurs devraient activer la croissance globale du PIB estimée être montée à 4,2 p. 100 en 1986 soit un accroissement de 1,6 p. 100 du PIB par habitant.

13. En se basant sur les performances par habitant des principaux secteurs producteurs de biens (agriculture et industrie) au cours des années 1970, il est évident que les PMA africains en tant que groupe n'ont pas réalisé de changements structurels positifs. L'essentiel de la production par habitant des années 70 est venu du secteur des services actuellement en déclin. L'élasticité de la production industrielle par rapport à la croissance de la production agricole est tombée de manière significative de 4,9 dans les années 1960 à seulement 2,6 p. 100 dans les années 1970, ce qui indique l'affaiblissement des liens structurels entre les secteurs producteurs de biens. Il faudrait signaler toutefois, que la reprise de la croissance dans l'agriculture en 1985 a eu un impact positif sur les activités agro-industrielles avec un renversement de la tendance à une forte baisse de la production manufacturière de l'ordre de 6,6 p. 100 enregistrée en 1984.

14. La part de l'épargne intérieure dans le PIB a très faiblement augmenté de 9,5 p. 100 en 1960 à 10,2 p. 100 en 1970 mais a considérablement chuté après à 6,8 p. 100 en 1979. L'épargne par habitant (aux prix de 1970) était de seulement 6 dollars américains contre 10 dollars américains en 1970. Ces tendances ont entraîné un taux d'épargne faible pour les PMA africains et en conséquence une croissance plus faible des investissements. Un renversement de ces tendances a été enregistré dans la première moitié des années 1980. Au cours de la période 1980-1984 et malgré leur faible revenu par tête, plusieurs PMA africains ont été en mesure de réaliser des taux d'épargne supérieur à 10 p. 100 du PIB (Comores, Malawi, Niger et Togo) et dépassant 15 p. 100 dans quelques cas (Botswana, Guinée et Lesotho).

15. Comme dans les autres pays en développement, la structure des exportations des PMA africains est donnée par un petit nombre de produits primaires qui ont été durement frappés par l'inélasticité de la demande, l'effondrement des cours mondiaux des produits de base et la détérioration des termes de l'échange. Ces PMA dépendent également d'un grand nombre de produits d'importation pour la satisfaction de leurs besoins en biens de consommation de base et en biens d'équipement. En particulier, les importations de produits alimentaires et de pétrole absorbent à elles seules environ 40 p. 100 du total des recettes d'exportation. En 1970, le volume des exportations a représenté environ 9,2 p. 100 des exportations totales des pays africains en développement; ce taux est tombé à 7,2 p. 100 en 1979. Les exportations ont augmenté à un taux annuel moyen de 3,8 p. 100 au cours des années 70. D'un autre côté les importations qui sont restées plus élevées que les exportations dans les années 70, ont augmenté de 5,3 p. 100 en moyenne par an. Ceci a entraîné un énorme déficit de la balance commerciale et avec le compte des services également en déficit persistant et sans mouvements positifs significatifs dans le compte de capital, la balance des paiements globale s'est fortement détériorée dans les années 70 amenant la plupart des pays à tirer sur leurs réserves de change et à contracter des prêts commerciaux à des taux d'intérêt exorbitants.

16. Les problèmes de balance des paiements se sont encore aggravés dans les années 80. Selon les dernières estimations, le déficit de la balance commerciale a baissé de 5,16 milliards de dollars américains en 1982 à 2,8 milliards de dollars américains en 1984 pour augmenter par la suite à 3,6 milliards en 1985 et à 4,5 milliards en 1986. Pendant la même période, la part de ces pays dans le commerce des pays en développement était de seulement 1,3 p. 100 contre le faible pourcentage de 10 p. 100 du commerce extérieur de l'ensemble des pays africains en développement. Le déficit de la balance des opérations courantes a augmenté de 3,5 milliards de dollars américains en 1983 à 3,96 milliards de dollars américains en 1984 et à 4,99 milliards en 1985, ce qui en partie reflète l'accroissement des paiements d'intérêts. La balance des paiements globale s'est considérablement détériorée en 1985 avec un déficit estimé à 1,47 milliards de dollars américains correspondant à des problèmes de paiements extérieurs d'une extrême acuité.

17. Les problèmes de paiements extérieurs ont été aggravés par l'accroissement des obligations au titre du service de la dette extérieure. Entre 1970 et 1980, l'encours total de la dette publique extérieure déboursée des PMA africains en tant que groupe a augmenté du niveau supportable de 1,9 milliards de dollars américains en 1970 à 5,1 milliards de dollars américains en 1975 et 13,3 milliards de dollars américains en 1980. En 1982, l'encours de la dette des PMA africains a atteint le niveau de 16,1 milliards de dollars américains absorbant 25 p. 100

des recettes d'exportations au titre du service. Les estimations préliminaires de la CEA indiquent que l'endettement extérieur de ces pays a été d'environ 28 milliards de dollars américains en 1985 et d'environ 39 milliards de dollars américains en 1986. Quoique ces montants paraissent modestes en termes absolus comparativement aux dettes des autres pays en développement, ils continuent à dépasser en moyenne 50 p. 100 du PIB. Plus de 90 p. 100 de la dette extérieure des PMA africains consistent en dettes à moyen et long termes.

18. Au cours des années 70, les paiements du service de la dette des PMA africains se sont accrus de 118,5 millions de dollars américains en 1970 à 682 millions de dollars américains en 1979. En 1984, ces paiements ont dépassé 1,3 milliards de dollars américains. Ceux effectués sur les dettes non concessionnelles ont continué à constituer la majeure partie du total des paiements au titre du service de la dette des PMA africains. Le problème du service de la dette reste critique pour les PMA africains malgré les allègements obtenus sur la dette APD par la majorité de ces pays auprès du CAD conformément à la résolution 165 (S-IX) du Comité de la CNUCED chargé du commerce et du développement. Il a été exacerbé par l'importance de la proportion multilatérale qui n'est pas visée par la résolution 165 (S-IX) et qui est sujet à des rééchelonnements multilatéraux. Depuis l'adoption du NPSA en 1981, un certain nombre de PMA ont eu recours aux clubs de Paris et de Londres pour rééchelonner leurs dettes publiques et commerciales. En plus, certains d'entre-eux ont dû demander plusieurs rééchelonnements afin de faire face à l'accroissement de leurs engagements. Cependant, les rééchelonnements se sont avérés être inadéquats car ne constituant qu'un allègement temporaire; le fait, qu'ils entraînent pas une diminution du volume de la dette signifie qu'ils ont éventuellement alourdi son poids.

19. Le total des flux financiers allés aux PMA africains en 1970-1979 a augmenté de 25 p. 100 en moyenne pour atteindre 3,62 milliards de dollars américains en 1979. En termes de flux d'aide par habitant cependant, la moyenne du montant des flux financiers allés au groupe a été seulement la moitié de la moyenne régionale de 36 dollars américains observée en 1979. Les récentes estimations des flux financiers dont ont bénéficié les PMA africains, indiquent que le total des décaissements nets (en dollars courants) qui était de 5,3 milliards de dollars américains en 1984 est monté à 6,1 milliards de dollars américains en 1985 principalement comme résultant de l'accroissement des aides d'urgence et des financements en faveur des programmes d'ajustement structurel. Les prêts concessionnels et les dons se sont chiffrés à 5,8 milliards de dollars américains en 1985, soit 18 p. 100 de plus que les 4,9 milliards de dollars américains octroyés en 1984, tandis que les flux d'aides non concessionnels sont passés de 396 millions à 415,1 millions de dollars américains.

20. Dans l'ensemble, ces flux financiers sont encore bien en-dessous des promesses d'aides faites par les donateurs en 1981 et des besoins annuels de financement extérieur estimés pour les PMA africains à 8,6 milliards de dollars américains dans le NPSA. Ce qui est plus préoccupant est le niveau insuffisant des financements accordés dans le cadre des nouvelles facilités accordées par le FII et la Banque mondiale et des négociations en cours pour la reconstitution des fonds de l'AID-8. Selon des informations récentes, les directeurs exécutifs de la Banque mondiale ont approuvé une reconstitution de 12,4 milliards de dollars américains en faveur de l'AID-8. La part de l'Afrique sub-saharienne a été chiffrée à 40-50 p. 100 soit de 5,56 à 6,2 milliards de dollars américains pour les trois prochaines années à compter du 1er juillet 1987.

21. Ces problèmes critiques de flux ressource handicapent les perspectives de redressement des PMA africains. Les perspectives pour les investissements directs étrangers, les crédits à l'exportation et les prêts auprès des banques commerciales sont extrêmement sombres. Ainsi, les PMA continueraient à dépendre de l'APD bila-

## II. LES PROGRAMMES DE STABILISATION ET D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

A. Objectifs et caractéristiques

22. Les maigres performances économiques enregistrées par les PMA africains pendant des années, notamment depuis 1980, leurs obstacles structurels internes et les difficultés croissantes à acquérir des ressources extérieures pour le financement du développement, la baisse considérable des recettes d'exportation et l'accroissement des obligations au titre de la dette extérieure, ont créé de sérieux déséquilibres internes et externes dans ces économies. Cette situation a conduit plusieurs pays à entreprendre des réformes politiques de grande envergure dans le cadre des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation de la Banque Mondiale et/ou du FMI dans le but de restaurer l'équilibre et de restaurer une croissance économique forte et soutenue.

23. Comme illustré dans l'annexe I, les problèmes majeurs qui ont nécessité l'adoption des programmes d'ajustement dans les PMA africains étaient: la sécheresse et d'autres conditions climatiques défavorables; le déclin des exportations et la détérioration des termes de l'échange; les déficits persistants du budget et de la balance des paiements, l'accroissement des obligations au titre de la dette extérieure et d'une manière générale, ce qui a été décrit comme les politiques inefficaces suivies par les gouvernements dans la gestion de ces économies.

24. Dans le but de redresser les anomalies ci-dessus mentionnées, le FMI dans la plupart des cas, a prescrit des mesures de réforme qui touchent trois domaines assez large, i.e: (i) la gestion de la demande, (ii) la gestion de l'offre, et (iii) l'ajustement du taux de change. En général elles incluent la dévaluation de la monnaie; l'établissement des plafonds de déficits budgétaires; la réduction ou la suppression des subventions sur les biens de consommation courantes **l'assainissement**, la liquidation ou la privatisation des entreprises publiques non rentables; l'accroissement des recettes publiques grâce à des réformes fiscales; des coûts d'usage accrus des services publics et la libéralisation des prix et mécanismes de marché comme incitatrice à une production accrue spécialement dans le secteur agricole.

25. Bien qu'il puisse y avoir un léger désaccord sur les instruments de politique économique qui devraient être pris en compte dans les programmes d'ajustement structurel et/ou de stabilisation, l'applicabilité et l'adaptabilité de ces programmes aux PMA africains pourraient être examinés selon le poids qu'ils accordent à la reprise d'une croissance plus forte et les coûts sociaux résultant des mesures envisagées. En effet, pour réaliser simultanément l'équilibre interne et externe dans les économies des PMA, des mesures visant à réduire la demande globale et des politiques destinées à "dévier" (réallouer) les ressources sont toutes deux nécessaires car les premières sans les secondes entraîneront une baisse de la production et un chômage accru. De plus, il faudrait s'attendre à ce que les mesures produisent les effets désirés au cours d'un délai plus long dans les PMA africains en raison des rigidités et de l'inflexibilité structurelles de ces derniers à répondre de façon adéquate aux chocs extérieurs en une période de temps relativement courte. Dorénavant, la durée des programmes d'ajustement et/ou de stabilisation doit être assez longue pour permettre aux réactions attendues de se manifester pleinement.



## B. Politiques envisagées dans les programmes

### 1. Gestion de la demande

26. La gestion de la demande est largement utilisée comme instrument majeur dans les programmes d'ajustement et de stabilisation. Elle est le type de mesures qui implique des politiques monétaire et fiscales restrictives ayant pour but de rationaliser les dépenses publiques, augmenter les recettes publiques et fixer des limites à l'accès du gouvernement et des entreprises publiques tournant à perte, aux crédits bancaires "soutage de sécurité" contre les pressions inflationnistes.

27. Les PMA africains ayant adopté ces mesures, ont eu comme critères de réussite, des objectifs spécifiques pour la croissance des dépenses, des revenus, de l'offre de monnaie ainsi que des plafonds pour le crédit intérieur. La limitation des dépenses du gouvernement est d'une importance capitale. Dans les PMA africains, les principales coupes opérées sur les dépenses sont faites sur les investissements publics qui sont considérablement réduites en faveur des dépenses ordinaires. Ceci entraîne soit une suspension ou un abandon pur et simple des programmes de développement. Les mesures largement employées qui affectent les dépenses ordinaires sont la limitation des salaires, le gel du **recrutement** des fonctionnaires, la suppression des subventions sur les produits de base (notamment les produits pétroliers et alimentaires), et l'assainissement des opérations du secteur public dans le but de réduire les pertes.

28. Par exemple, au Niger, en Sierra Leone, en Guinée et au Togo les dépenses ont été limitées grâce au gel des salaires. Avec les niveaux très bas de revenus déjà existants pour la majorité des travailleurs dans ces pays et avec l'inflation galopante, l'effet résultant a été d'aggraver la dégradation des conditions de vie. Les entreprises publiques au Mali ont licencié un nombre important d'employés, ce qui a accentué les problèmes de chômage du pays.

29. La politique de restriction des dépenses a eu un succès limité dans la plupart des PMA d'Afrique. Il est extrêmement difficile de restaurer simultanément l'équilibre de la balance des paiements et du budget, et réduire l'inflation dans ces pays simplement en réduisant la demande intérieure en raison du long délai inhérent au transfert des ressources en faveur de la production d'exportation et pour la substitution aux importations, ainsi que des insuffisances du système financier. Ces économies souffrent également d'une inflation galopante, d'énormes déficits budgétaires, d'importantes barrières commerciales qui limitent leur capacité d'exporter du lourd fardeau de leur dette extérieure et de la baisse des flux de capitaux. En outre, les autres facteurs ralentissant la réalisation des objectifs des programmes dans ce domaine sont: l'incompressibilité structurelle de la plupart des dépenses, les sensibilités sociales associées au ravitaillement en biens de consommation de base et services et au rôle traditionnel de principal employeur que joue l'Etat dans ces pays.

30. En dépit de leur étroite base de revenu, plusieurs PMA africains ont accordé une grande priorité aux mesures visant à accroître leurs revenus. Par exemple, la Gambie, le Niger, le Togo et l'Ouganda ont fait quelques progrès dans les réformes fiscales, avec un effort tendant à élargir l'assiette fiscale et à augmenter les taux d'imposition. Certains pays, cependant, hésitent encore à s'engager dans la voie d'une révision à la hausse des taux de taxation

et ceci, combiné avec le manque d'amélioration dans le recouvrement des impôts, avait entraîné un accroissement des revenus fiscaux à des taux inférieurs à ceux de l'inflation et, dans certains cas, moins que le taux de dévaluation de la monnaie. Le Soudan et la Tanzanie ont augmenté les taxes sur une vaste gamme de produits ce qui a fait croître les prix intérieurs des produits importés et accélérer l'inflation à des taux à deux chiffres dans ces économies.

31. Les plafonnement de crédit sont une caractéristique constante des politiques de contrôle de la demande. Presque tous les programmes de stabilisation et d'ajustement mis en oeuvre par les PMA Africains ont inclu des objectifs en matière de crédit bancaire octroyé tant au secteur privé qu'au secteur public. L'accent a été mis cependant sur le secteur public car il est généralement considéré comme étant la source principale génératrice de l'excès de liquidités dans l'économie et donc constitue un facteur principal d'alimentation des pressions inflationnistes. Les taux d'intérêt ont aussi été augmentés, mais, en général, ils sont restés en-dessous des taux d'inflation. Ces mesures ont réduit de manière drastique à la fois les investissements du secteur privé et du secteur public à un moment où ces ressources étaient nécessaires pour la rehabilitation des secteurs productifs clés.

## 2. Politiques tournée vers l'offre

32. Les mesures orientées vers l'offre dans les programmes d'ajustement devraient fournir un stimulant en développant la base productive des économies des PMA. Ces mesures incluent invariablement des prix au producteur suffisamment rémunérateurs comme moyen de stimuler la production agricole, l'assainissement des entreprises paraétatiques et d'autres réformes institutionnelles pour réduire les pertes et la promotion des initiatives privées notamment dans les activités orientées vers l'exportation.

33. Dans le cadre du programme d'ajustement de la Gambie, qui s'inscrit dans la période d'exécution du Plan quinquennal (1981/82-85/86), des mesures ont été prises pour libéraliser les politiques de prix, des réformes institutionnelles ont été introduites pour augmenter l'efficacité du secteur public ainsi que d'autres mesures d'austérité incluant des réductions dans les dépenses publiques. Cependant, les performances économiques de la Gambie dépendent de l'arachide qui est son principal produit d'exportation. Ainsi, des facteurs exogènes tels que l'impact de la sécheresse, la chute des cours mondiaux de l'arachide et les difficultés financières internes ont rendu ces mesures incapables à atteindre les objectifs du programme.

34. La Guinée a pris des mesures décisives pour éliminer les distortions de prix, accroître l'efficacité du secteur public et renforcer le secteur privé ainsi que pour réhabiliter le système bancaire. Les résultats sont extrêmement modestes en raison des difficultés d'ajustement des secteurs productifs après plus de deux décennies de main mise de l'Etat sur tous les secteurs de l'activité économique. D'autres pays comme la République centrafricaine, le Niger, le Soudan, la Tanzanie, le Togo et l'Ouganda ont pris des mesures pour augmenter les prix agricoles, dans le but de stimuler la production et ont institué des réformes structurelles élaborées destinées à renforcer la base de la production intérieure, notamment en ce qui concerne les produits agricoles d'exportation. Dans ces cas, une combinaison des incitations de prix et encore plus des conditions climatiques favorables, ont eu des effets positifs car la production des cultures de rente et des cultures vivrières a sensiblement augmenté en 1985.

### 3. Ajustement des taux de change

35. L'utilisation de la dévaluation comme instrument de politique économique dans les programmes supportés par le FMI pose comme prémisses que cette mesure en augmentant en valeur la production estimée en monnaie locale, encouragera davantage la production en volume tout en décourageant dans le même temps les importations rendues plus coûteuses. Il est aussi supposé que cette mesure peut encourager une utilisation plus rationnelle des devises étrangères et, compte tenu d'autres mesures de relance de l'offre, elle aidera à redresser les déséquilibres extérieurs.

36. L'efficacité de cet instrument de politique économique dans les programmes d'ajustement des PMA est en train d'être de plus en plus remise en question. Avant tout, la dévaluation est vraisemblablement une réponse inadéquate au problème de paiements extérieurs car en tant qu'exportateurs de produits primaires, les PMA africains subissent les prix du marchés mondiaux. Dans la plupart de ces pays, la production des produits primaires est assez inélastique et insensible aux modifications de prix des produits d'exportation. Avec une offre inélastique de biens à exporter, leurs recettes d'exportation pourraient généralement être supposées comme inchangées. En outre, l'augmentation des exportations requiert souvent la réorganisation des capacités existantes et l'identification de nouveaux marchés.

37. Toutes ces mesures d'ajustement prennent du temps avant de produire leurs effets. Des goulots d'étranglement financiers et technologiques, comme le manque chronique de fonds pour l'investissement et de main d'œuvre qualifiée, et l'inadéquation des techniques de production existantes, limitent la capacité des PMA africains à assurer une croissance rapide. Dans la majorité de ces pays, une importante surévaluation des monnaies est intervenue en raison des tendances vers une inflation prolongée causées par des rigidités structurelles. Ainsi, la dévaluation ne peut pas fournir de solution définitive dans ces cas car elle ne s'intéresse pas aux facteurs structurels sous-jacents responsables des déséquilibres extérieurs.

38. Pour illustrer l'argument précédent le Soudan a dévalué sa monnaie plusieurs fois depuis 1978. En février 1985, la livre soudanaise était dévaluée de 48 pour cent. La dernière intervention du gouvernement a été l'introduction d'un système de taux de change déterminé par le marché à travers un système des enchères. En dépit de ces dévaluations et d'autres mesures de politique économique, faisant partie des programmes successifs d'ajustement du pays, l'économie a connu une récession pendant les quatre dernières années avec des déficits chroniques du budget et de la balance des paiements, accompagnés par une inflation galopante.

---

39. En 1980, la monnaie de Sierra Leone fluctuait en partie avec le \$ américain. En 1982, le leone avait été dévalué ramenant le taux de change à 25 Leones pour 1\$ et une autre dévaluation intervenue en 1985 établissait le taux de 6 Leones pour 1\$. En 1986, le Leone était flottant et en mars 1987, le taux officiel de change s'établissait à 60 leones pour 1\$. Ces dévaluations accompagnées de la suppression des subventions aux biens de consommation de base (spécialement le riz, les denrées de première nécessité et les produits pétroliers) avait aggravé davantage une pression inflationniste déjà aigue. Après la période de taux flottant, le taux d'inflation intérieure a rebondi de 60 pour cent au milieu de 1986 à 150 pour cent ou plus à la fin de 1986. Les effets de ces mesures ont aussi permis de répandre une inquiétude sociale (malaise des étudiants) qui a culminé récemment avec un coup d'Etat avorté. 10/ En fait, une étude retraçant l'impact des dévaluations dans 3 peu près 46 pays non industrialisés, comprenant 25 pays africains, révèle que seuls sept PMA africains ont connu une croissance plus élevée de leurs exportations et une croissance plus faible de leurs importations après la dévaluation de leur monnaie 11/ (Voir annexe II).

#### C. Conditions d'octroi et utilisation des ressources du FMI

40. Entre 1979 et 1985, la position en liquidités extérieures des PMA africains est devenue extrêmement tendue. Ces pays ont très peu bénéficié des deux principales sources d'accroissement des liquidités internationales dans les années 1970, à savoir la hausse considérable du prix de l'or et l'expansion des prêts auprès des banques commerciales. Ils possédaient peu de réserves en or et avaient un accès limité aux crédits des banques commerciales en raison des conditions rigoureuses dont ils étaient assortis 12/. En conséquence, les PMA ont été laissés dans une situation de plus en plus vulnérable, surtout à la suite de l'arrêt des octrois de Droits de Tirage Spéciaux (DTS), de l'épuisement du Fonds fiduciaire de l'échec des négociations pour reconstituer les facilités pétrolières à des conditions de faveur, ainsi qu'avec les conditions strictes dont sont assorties les Facilités de financement compensatoire et les difficultés à augmenter le plus rapidement possible les quotas du FMI 13/.

41. Une condition fondamentale pour le succès des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation dans les PMA africains est la disponibilité de financements extérieurs adéquats pour augmenter les ressources en devises étrangères au cours de la période de transition afin de permettre de couvrir les besoins immédiats en importations et de fournir les fonds destinés aux principaux projets de réhabilitation conçus dans le cadre de ces programmes. Ainsi qu'il est bien connu, les programmes parrainés par le FMI et la Banque Mondiale sont soutenus par l'utilisation des ressources du Fonds sous diverses conditions, qui donnent au pays bénéficiaire la possibilité de rechercher des ressources supplémentaires auprès des sources de financement bilatérales et multilatérales qui jusqu'ici avaient insisté sur une lettre d'intention signée avec le FMI comme une condition préalable à la libération des fonds.

42. En 1979 et 1980, la part des pays africains (y compris les PMA) dans le total des fonds d'aide offerts dans les accords stand-by et les accords élargis a augmenté à 38 p. 100 contre 1 p. 100 en 1970-1971. Comme ratio du nombre total de accords stand-by et accords élargis approuvés, la part de l'Afrique a atteint 53 p. 100 en 1979 et 1980 contre une moyenne annuelle de 20 p. 100 en 1978-1978 14/. Au cours de la période suivante, cependant, le programme de levée des limitations de quotas sur les tirages dans le cadre des Facilités de Financement compensatoire (FFC) a en fait été plus que compensé par l'augmentation à l'intérieur des pays à la fois des flux commerciaux et en particulier des déséquilibres de paiements. En conséquence, les FFC ont couvert seulement a peu près le vingt cirquième des financements qui auraient été nécessaires pour compenser les effets de la détérioratin des termes de l'échange de l'Afrique au Sud du Sahara en 1980-1981 15/.

43. Ce qui est le plus inquiétant c'est le resserrement des conditions associées à l'emploi des ressources du FMI, spécialement les FFC qui sont un instrument de la plus grande importance pour les PMA africains qui sont dépendants des exportations de produits primaires. Les limitations sur les FFC qui se sont établies à 25 p. 100 du quota après la décision de 1963, a été portée à 50 p. 100 du quota en 1966, 75 p.100 en 1985 et 100 p. 100 en 1979. En 1981, la limite des tirages destinés aux excédents d'importation de céréales s'est établie à 100 p.100 du quota (la même limite que celle des tirages destinés aux chutes de recettes des exportations). En 1985, les conditions de recours aux FFC ont fondamentalement changé. Les limites d'accès ont à nouveau été réduites à 95 p. 100 du quota dans des circonstances normales et à 115 p.100 dans des cas exceptionnels 16/.

44. Récemment, les FFC ont littéralement été supprimés et convertis en une tranche supérieure de crédit. Le fait qu'un pays ait établi (à la satisfaction du Fonds) qu'il a connu une chute temporaire de ses exportations pour des raisons qu'il ne contrôlait pas ne donne pas une base suffisante d'accès aux tirages au titre des FFC. Pour avoir accès aux tirages au titre des FFC, il est demandé aux pays, avant de soumettre leur requête d'accepter de dévaluer leur monnaie, prendre des mesures pour éliminer leurs déficits budgétaires, de restreindre le crédit, et d'évoluer vers l'ouverture des marchés intérieurs en libéralisant les importations et supprimant les subventions. Selon le FMI, "les nouvelles règles des FFC sont destinées à résoudre la présente situation de crise dans laquelle la baisse des exportations survient presque inmanquablement en même temps que les pressions sur la balance des paiements résultant d'autres facteurs liés à la crise. Il est donc impossible dans les conditions actuelle, de séparer les effets des difficultés générales des balances de paiement d'avec celles de la baisse des exportations 17/.

45. Un autre problème auquel sont confrontés les PMA dans l'utilisation des fonds au titre des FFC a trait aux règles régissant les remboursements. Les remboursements des tirages au titre des FFC sont "faits en parts égales pendant la période commençant trois ans et finissant cinq ans après la date

d'achat, sauf si le Fonds approuve un échéancier différent". Cette programmation inflexible pose des problèmes considérables aux PMA africains. Le rationnel des remboursements flexibles (liés aux bonnes performances des exportations) n'est pas difficile à percevoir. A moins que les remboursements soient effectués par un pays particulier uniquement quand il y a des excédents de recettes d'exportation, ceux-ci peuvent coïncider avec d'importantes baisses de recettes et donc, limiter le bénéfice net des tirages. Il serait logique de restructurer les remboursements des tirages effectués au titre des FFC de manière à ce qu'ils échoient une fois les chocs passés plutôt qu'à dates fixes 18/. De même, les Facilités élargies établies en 1974 pour couvrir les ajustements structurels défectueux de la balance des paiements des PMA africains ont aussi eu des limites. Le déficit de la balance des paiements de presque tous les PMA africains est de nature structurelle, intervenant d'année en année sans ajustement spontané. Il a été admis que "les racines de ces problèmes sont profondes et remontent assez loin dans le temps... et ne peuvent être résolues par un coup de baguette magique" 19/.

46. Les difficultés rencontrées par certains des PMA africains pour remplir les conditions du Fonds ont conduit à la suspension des lignes de crédit accordées à leurs programmes. En dépit du fait que des facteurs exogènes (sécheresse, effondrement des cours mondiaux des matières premières et lourd fardeau de la dette, etc.) aient joué un rôle majeur dans la non-observation par la Gambie, le Soudan et la Sierra Leone des clauses de conditionalité et/ou des critères de performance du Fonds, l'utilisation de fonds consentis en faveur de leurs programmes a été suspendue. Ce traitement dur administré aux PMA africains ne devrait pas être uniquement dosé sur leur capacité théorique d'accès au crédit. A la fin de 1981, 25,8 p. 100 du total de l'encours des crédits du FMI et 47,1 p. 100 du total des engagements financiers étaient dûs par des pays où le revenu par habitant était inférieur à 300 dollars. Déjà en 1984, les pays avec des revenus par habitant en-dessous de 410 dollars avaient 9,1 p. 100 du total de l'encours des crédits du FMI et 8 p. 100 du total des engagements liés à des accords stand-by ou à des accords élargis. Ces chiffres en eux-mêmes suggèrent que la part accordée aux PMA africains (qui se trouvent concentrés dans la classe des revenus par habitant inférieurs à 410 dollars) a été largement insuffisante 20/.

47. L'annexe II de cette étude fournit des données récentes sur les ressources consenties par le FMI sous forme d'accords stand-by et de prêts liés à des programmes d'ajustement structurel en cours d'exécution dans certains PMA africains. Le total des ressources consenties est estimé à 346,6 millions de dollars avec un solde non prélevé de 203,8 millions de dollars à la fin février 1986. Ce montant constitue seulement 8 p. 100 des besoins de financements extérieurs de ces 10 pays pour leurs programmes de redressement économique définis dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. (1986-1990) 21/ estimés à 4283,6 millions de \$ américains. Comme il a été mentionné dans la section 1 de ce document, les flux de ressources extérieures provenant des sources de financement bilatérales et multilatérales n'ont pas été à la hauteur des besoins de financement du développement des PMA comme définis dans le NPSA. Avec des

perspectives de flux d'aide financière si sombres, les PMA pourraient connaître à l'avenir une déstabilisation de leurs économies si les types de mesures recommandées sont mis en oeuvre sans financement supplémentaire et sans autres mesures de soutien international.

48. Un autre point important est la contrainte de temps sous jacente aux programmes. Les objectifs contraignants du FMI supposent habituellement une amélioration miraculeuse de la situation monétaire et fiscale dans une période de 3 mois suivant la soumission de la lettre d'intention. Cependant, dans le contexte des PMA africains, ceci est rarement vérifiable. Commander, produire, distribuer et livrer des importations les ventes et les recouvrement de recettes ou la réduction des prêts bancaires prennent une assez longue période de temps. Par exemple, indépendamment de ce que les changements de prix nominaux peuvent introduire la réponse de l'offre des paysans sera largement différée jusqu'à ce que les contraintes majeures sur leur production (comme les semences, engrais houes) ne seront pas levées 22/.

### III. L'IMPACT DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT ET DE STABILISATION SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT A LONG-TERME

49. Les programmes d'ajustement et de stabilisation supportés par l'utilisation des fonds du FMI et/ou de la Banque mondiale sont destinés à produire un grand effet sur les principaux agrégats macro-économiques et la balance des paiements. Ces programmes constituent également une condition préalable pour que les PMA confrontés à des difficultés de balance des paiements bénéficient des flux d'aides bilatérales et multilatérales. L'évaluation suivante de l'impact des programmes analyse les effets des mesures adoptées par les PMA africains avec ou sans l'accord formel avec le FMI et/ou la Banque mondiale.

50. Il est généralement admis que la mise en oeuvre des mesures contenues dans les programmes d'ajustement peut jeter les bases pour une croissance régulière et durable des économies concernées. Cette supposition n'est malheureusement pas confirmée par les performances réelles des PMA africains à la fin de la période de l'exécution des programmes. Le tableau ci-dessous, montre que sur 14 pays qui ont exécuté des programmes d'ajustement au cours de la première moitié des années 80, seuls 3 pays : la Guinée Bissau, la Somalie et l'Ouganda, ont atteint un taux de croissance positif du revenu par habitant pendant la période 1980-1985 comparée aux années 70. Le Malawi a connu une réduction de la croissance du revenu par habitant de 3.1 p. 100 en 1970-1980 et une croissance nulle en 1980-1985, pendant que les autres pays restant ont enregistré des taux de croissance négatifs.

51. Dans 4 pays sans programme d'ajustement, les performances ont été de loin meilleures au cours des années 80 que celles de la décennie précédente. Les plus forts taux de croissance par habitant ont été atteints par le Botswana (8.5 p. 100 par an) et par le Cap Vert (5.5 p. 100) alors que dans le groupe des pays qui ont adopté des programmes, l'Ouganda a enregistré le taux de croissance par habitant le plus élevé, avec seulement 3,4 p. 100. Ces baisses importantes de la croissance sont encore pires si on les compare aux objectifs ou prévisions de la plupart des programmes d'ajustement. Comme il apparaîtra ci-dessous, ceci est largement expliqué par le jeu de différentes forces résultant des effets combinés des mesures mises en oeuvre dans le cadre des programmes des pays.

#### A. Plafonnements du crédit intérieur

52. En fait, dans tous les programmes d'ajustement adoptés par les PMA africains, il est demandé de contrôler le taux d'expansion du crédit intérieur émis par le système bancaire. En conséquence, la relation du plafonnement avec la croissance économique est d'une importance primordiale dans l'évaluation des effets des programmes d'ajustement. Les effets des changements de taux d'expansion du crédit intérieur sur la croissance économique est encore un phénomène largement controversé. Au cours du processus d'ajustement, une réduction de la croissance du crédit intérieur peut être associée avec une réduction du degré d'utilisation de la capacité de production et une hausse éventuelle du chômage. La portée et la durée des effets déflationnistes dépendent des facteurs suivants : la vitesse à laquelle la réduction initiale du crédit est compensée par les mouvements des réserves internationales



**Tableau 2: Performance de croissance du PIB**  
(taux de croissance annuel moyen)

	Total PIB		PIB per capita	
	1970-1980	1980-1985	1970-1980	1980-1985
<u>PMA avec programme d'ajustement</u>				
1. Burundi	3.1	0.7	1.4	-2.1
2. Gambie	4.1	1.3	0.6	-0.9
3. Guinée	4.3	1.5	2.2	-0.8
4. Guinée-Bissau	2.5	3.5	-1.8	1.6
5. Malawi	6.0	3.2	3.1	0.0
6. Mali	3.8	-0.3	1.6	-3.0
7. Niger	5.0	0.5	2.4	-2.3
8. Ouganda	-2.4	6.9	-5.2	3.4
9. RCA	2.2	0.7	0.0	-1.6
10. Rep. Unie de Tanzanie	4.5	1.2	1.1	-2.2
11. Sierra Leone	1.8	-1.2	0.3	-2.9
12. Somalie	2.7	3.8	-0.3	0.9
13. Soudan	6.7	0.7	3.6	-2.2
14. Togo	2.3	-2.4	0.0	-5.2
<u>PMA sans programme d'ajustement</u>				
15. Bénin	3.4	1.9	0.7	-1.3
16. Botswana	9.0	12.7	4.9	8.5
17. Burkina Faso	4.0	-0.8	2.0	-3.1
18. Cap-Vert	0.3	7.5	-0.6	5.5
19. Comores	-0.9	4.2	-4.2	1.1
20. Djibouti	3.0	2.2	-3.8	-1.0
21. Ethiopie	2.6	1.3	-0.1	-1.4
22. Guinée équatoriale	---	2.0	---	-0.2
23. Lesotho	9.6	0.0	7.1	-2.6
24. Mauritanie	1.9	1.2	-0.8	-1.7
25. Rwanda	8.0	2.2	4.5	-1.1
26. Sao Tomé et Principe	---	1.6	---	-2.2
27. Tchad	1.8	-4.9	-0.2	-7.1

Source: CNUCED TG/328/Add.5

(transactions courantes et comptes de capital), le mode d'établissement des équilibres monétaires réels avec la réponse donnée par l'inflation intérieure face à l'excès de demande né de la politique restrictive du crédit, l'ampleur avec laquelle l'excès de la demande de monnaie réduit la demande globale et l'effet sur l'investissement privé de la hausse du coût du crédit ou de la réduction des crédits disponibles.

53. Pour juger de l'impact de la politique monétaire restrictive (définie comme une réduction dans la croissance du crédit intérieur ou de l'offre de monnaie) sur la croissance de la production dans les PMA africains, il serait nécessaire d'avoir des modèles macro-économiques pour chacun des pays pour évaluer un tel effet. Ceci est contraint par le manque de fonds pour entreprendre des investigations spécifiques par pays. Cependant, les calculs effectués à la CEA sur la base des données disponibles ont permis d'avoir les taux de croissance du crédit bancaire intérieur dans les PMA africains présentés dans le tableau 3 ci-dessous durant la période d'avant 1975-1980 et la période 1980-1985 après l'introduction des programmes d'ajustement. Il a été supposé que la plupart des mesures d'ajustement entreprises durant la période 1980-1985 devraient produire des résultats positifs à la fin de 1985. Les résultats indiquent que dans tous les pays ayant des programmes d'ajustement, sauf au Soudan et en Ouganda, le taux d'expansion du crédit s'est réduit au cours de la période d'ajustement. Les taux d'expansion s'élevaient entre -2,3 p. 100 au Togo et 50,2 p. 100 en Ouganda. De même, les pays qui n'ont pas de programmes d'ajustement ont aussi réduit leur taux d'expansion du crédit intérieur, excepté au Rwanda.

54. La réduction du taux d'inflation est un des principaux objectifs visés par cet instrument de politique économique dans les programmes d'ajustement. Dans le cas des PMA africains qui ont pris cette mesure comme faisant partie de leurs programmes, le taux d'inflation était plus élevé durant la période d'ajustement que durant la période précédant l'ajustement dans 7 sur 10 des pays. Au contraire, le taux d'inflation dans les PMA sans programme d'ajustement était plus bas en 1980-1985 qu'en 1975-1980. On devrait normalement s'attendre à ce qu'une réduction du crédit intérieur aurait contribué à créer des pressions déflationnistes et, par conséquent, à réduire le taux d'inflation. Cet objectif n'a pas été atteint dans plusieurs PMA africains. Une explication de ce phénomène serait que l'inflation dans les PMA africains n'est pas seulement liée à la demande et déterminée par une expansion monétaire excessive, mais aussi un problème structurel aussi bien qu'un phénomène lié à l'inflation importée.

55. La réduction du taux d'accroissement du crédit intérieur dans la plupart des PMA africains a considérablement altéré le taux de croissance du produit intérieur brut. Comme il a été mentionné plus haut, seulement trois pays des 14 qui ont mis en oeuvre des programmes d'ajustement ont connu un taux de croissance annuel moyen du PIB global plus élevé durant la période 1980-1985 comparé à la période 1970-1980 d'avant l'ajustement, alors que les autres ont connu des taux de croissance annuels moyens négatifs.

Tableau 3 : Agrégats monétaires et inflation dans les PMA

	Taux de croissance du crédit intérieur à l'économie (par an)			Taux d'inflation (par an)		
	1975-1980	1980-1985	Variation	1975-1980	1980-1985	Variation
<b>A. PMA avec programme d'ajustement</b>						
1. Burundi	41,7	16,1	-25,6	16,2	8,7	-7,5
2. Gambie	33,6	21,4	-12,2	10,1	13,5	3,4
3. Guinée	---	---	---	---	---	---
4. Guinée Bissau	---	---	---	---	---	---
5. Malawi	24,8	19,0	-5,8	9,6	13,1	3,5
6. Mali	10,4	6,0	-4,4	---	---	---
7. Niger	36,9	5,9	-30,0	14,7	7,5	-7,2
8. Ouganda	32,0	58,3	26,3	---	68,2	---
9. RCA	10,7	6,8	-3,9	9,9	12,9	3,0
10. Rep. Unie de Tanzanie	27,3	18,6	-8,7	14,5	30,2	15,7
11. Sierra Leone	34,2	30,0	-4,2	13,7	51,8	38,1
12. Somalie	37,0	24,3	-12,7	22,3	44,9	22,6
13. Soudan	25,6	26,7	11,0	18,4	31,9	13,5
14. Togo	21,8	-2,3	-24,1	10,6	6,6	-4,0
<b>B. PMA sans programme d'ajustement</b>						
15. Bénin	18,8	16,7	-1,9	14,0	12,7	-1,3
16. Botswana	-31,1	-232,3	---	11,8	11,6	-0,2
17. Burkina Faso	27,6	5,1	-22,5	10,7	7,9	-2,8
18. Cap-Vert	---	---	---	---	---	---
19. Comores	---	---	---	---	---	---
20. Djibouti	---	---	---	---	---	---
21. Ethiopie	27,2	11,9	-15,3	15,8	7,6	-8,2
22. Guinée équa.	---	---	---	---	---	---
23. Lesotho	---	26,3	---	13,6	13,5	-0,1
24. Mauritanie	18,4	11,5	-6,9	10,3	9,7	-0,6
25. Rwanda	-5,9	36,8	42,7	11,4	6,5	-4,9
26. Sao Tomé	---	---	---	---	---	---
27. et Principe	---	---	---	---	---	---
28. Tchad	12,3	2,6	-9,7	---	---	---

Source : FMI : Statistiques financières internationales, Annuaire, 1985.

### B. Les effets de politiques fiscales

55. Dans la plupart des PMA africains, la politique fiscale joue un rôle important dans les programmes d'ajustement en raison de la part prépondérante du secteur public dans ces économies et de son importance aussi bien dans les politiques de gestion de la demande que de celles orientées vers l'offre. Les profonds déséquilibres fiscaux sont la source majeure des difficultés de balance des paiements. Dans beaucoup de PMA africains, les dépenses du secteur public avaient atteint des proportions insoutenables et les efforts pour mobiliser les ressources budgétaires additionnelles par la fiscalité et les emprunts auprès de sources non-bancaires ne se sont pas avérés fructueux. Ainsi l'essentiel des mesures d'ajustement fiscal revient souvent à réduire le taux de croissance des dépenses totales.

57. Comme le montre le tableau 4, les dépenses publiques prises comme pourcentage du PIB ont baissé entre 1981 et 1985, dans pratiquement presque tous les pays qui ont mis en oeuvre des mesures d'ajustement. Le total des revenus budgétaires pris comme pourcentage du PIB s'est réduit de 74,7 p. 100 en 1981 à 22,5 p. 100 en 1985 en Gambie; de 37,9 p. 100 à 11,0 p. 100 au Mali; de 17,9 p. 100 à 7,4 p. 100 en Sierra Leone et de 27,2 p. 100 à 25,2 p. 100 au Togo. Il s'est légèrement accru seulement au Malawi, Niger et Tanzanie. Le résultat global en est que le déficit budgétaire pris comme pourcentage du PIB est resté encore très élevé dans des pays comme la Gambie et la Sierra Leone. Des pays tels que le Malawi, le Mali et le Soudan qui avaient réalisé des excédents budgétaires en 1981 ont enregistré des déficits en 1985 après exécution des programmes d'ajustement, tandis que le Botswana qui n'en a pas exécuté a connu un excédent budgétaire plus élevé en 1985 estimé à 19 p. 100 du PIB.

58. La preuve plausible de l'existence d'une relation entre les variations des dépenses publiques au taxes et la croissance économique dans les PMA africains est assez incertaine. D'après le modèle keynésien standard, une réduction des dépenses publiques ou un accroissement des impôts devraient avoir un effet multiplicateur sur le niveau du revenu réel au moins dans le court terme. Cependant, la relation entre les variables fiscales et le niveau du produit intérieur brut ou le degré d'utilisation de la capacité productive dans les pays en développement est plus complexe que cela. Man a essayé d'introduire des variables fiscales dans un modèle de croissance pour les pays en développement et a conclu que l'effet n'est pas statistiquement significatif 22/. En fait, les effets des déficits budgétaires sur la croissance sont difficiles à établir empiriquement en raison de la liaison qui existe entre la politique fiscale et la politique monétaire, étant donné que les variations de l'offre de monnaie sont, par définition, égales aux variations des crédits au gouvernement et au reste de l'économie et à la variation des réserves internationales.

59. Les gouvernements de la plupart des PMA africains comptent en grande partie sur le crédit bancaire intérieur pour financer les déficits budgétaires émanant soit des comptes courants, soit des comptes de capital. Il est dit que la politique fiscale peut exercer une influence sur le produit intérieur brut à travers les effets des investissements publics sur les investissements privés. Cependant, une incertitude considérable plane sur le fait de savoir si, à l'équilibre, les investissements du secteur public, malgré le rôle important qu'il joue dans le processus de formation du capital dans les PMA africains accroît ou diminue les investissements privés, étant donné que les deux se partagent concurremment

les maigres ressources disponibles. D'après Tun Hui et Jong, cette relation dans le cas des pays en développement n'est pas probante 23/. Ainsi, dans le processus de réduction du déficit budgétaire, les programmes d'ajustement devraient évaluer prudemment les conséquences à court-terme des réductions de dépenses publiques par rapport aux effets à long terme qui en résulteraient si les coupes touchaient davantage les dépenses d'investissement qui sont d'une importance capitale dans le processus du développement.

### C. Impact des politiques tournées vers l'offre

60. Les politiques tournées vers l'offre sont destinées à améliorer l'efficacité de l'allocation des ressources et à accroître le niveau ou le taux de croissance de la capacité de production de l'économie. Les mesures prescrites dans les programmes d'ajustement et de stabilisation à ce sujet ont pour but d'éliminer les distorsions dans les mécanismes de marché. Cependant, de telles politiques peuvent initialement entraîner une augmentation du chômage et dans certains cas, une détérioration du bien être social. Les principales sources des déséquilibres de marché dans les PMA africains sont liées aux systèmes de prix et de commercialisation aux différents types de taxes et formes de subventions, et aux protections tarifaires instituées en faveur des industries naissantes. Ces conditions se retrouvent bien dans les économies des PMA et les tentatives visant à instituer des mesures de réforme doivent s'étaler graduellement sur une longue période pour que les effets désirés émergent.

61. Pour illustrer ce point, dans quelques pays, les accroissements des prix mondiaux de l'énergie ont agi sur les consommateurs à travers l'augmentation des prix intérieurs des produits pétroliers pendant que d'autres pays créaient une ligne budgétaire pour subventionner le pétrole. Tous les PMA africains sont fortement dépendants des importations de produits énergétiques en particulier pour le pétrole brut à usage industriel ou autre. La suppression des subventions sur le pétrole peut, en soi introduire d'importantes distorsions dans les prix intérieurs de tous les biens produits localement. En Sierra Leone une telle mesure avait conduit à une augmentation des prix à la pompe du gallon d'essence de 3 Leones avant le programme d'ajustement un prix courant était d'environ 60 Leones. La suppression des subventions sur le riz. (l'aliment de base) avait fait monter le prix du paquet de 50 Lg d'un prix officiel de 175 Leones à environ 400 Leones, dans une économie où le travailleur moyen gagne moins que 200 Leones par mois.

62. D'autre part, les politiques des prix agricoles avaient eu un impact positif sur le niveau de la production agricole. D'après les estimations d'élasticités sur le prix de l'offre d'un échantillon de produits primaires (tableau 5 ci-dessous), la réaction des prix à long terme est assez forte pour les cultures de rente telles que le cacao, le café et le caoutchouc. En revanche, ces résultats indiquent que les politiques de prix pour accroître les bénéfices allant au producteur ont tendance à stimuler la production des principales cultures de rente à long terme. Par conséquent, l'amélioration structurelle de la capacité d'offre à travers des incitations de prix dans les PMA africains devrait avoir comme but de réaliser un équilibre approprié entre les cultures destinées à la consommation locale et les cultures pour l'exportation ainsi que d'encourager les petits fermiers à accroître leur productivité.

Tableau 4 : Finances publiques

	Revenu total (en pourcentage du PIB)		Dépenses totales (en pourcentage du PIB)		Solde global Excédent (+) / Déficit (-) (en pourcentage du PIB)	
	1981	1985	1981	1985	1981	1985
<b>A. PIA avec programme d'ajustement</b>						
1. Burundi	16,36	---	17,47	16,61	-3,49	-3,05
2. Gambie	24,65	22,51	30,14	43,76	-13,50	-21,27
3. Guinée	---	---	---	---	---	---
4. Guinée-Bissau	15,86	---	29,36	---	-13,73	---
5. Malawi	23,18	23,90	35,41	30,50	14,82	-6,60
6. Mali	37,91	10,82	25,69	11,28	12,10	0,00
7. Niger	18,24	18,60	18,24	10,60	-0,02	0,00
8. Ouganda	3,05	---	---	-9,66	-9,70	0,00
9. RCA	16,33	---	18,06	---	-1,74	---
10. Rep. Unie de Tanzanie	10,30	25,68	28,60	22,43	-3,10	-6,20
11. Sierra Leone	17,95	7,35	31,25	11,98	-13,30	-3,90
12. Somalie	---	16,49	31,56	---	-5,10	---
13. Soudan	19,09	---	---	---	3,40	---
14. Togo	27,44	25,18	26,65	25,45	-9,4	0,00
<b>B. PIA sans programme d'ajustement</b>						
15. Bénin	14,85	12,26	14,65	12,40	0,00	0,00
16. Botswana	41,51	52,72	44,99	39,70	2,20	13,00
17. Burkina Faso	16,84	16,71	15,79	18,41	1,10	0,00
18. Cap-Vert	21,65	---	---	---	---	---
19. Comores	9,35	---	---	-0,52	-0,50	---
20. Djibouti	32,50	---	---	5,82	5,80	---
21. Ethiopie	21,12	---	---	-3,47	-4,50	---
22. Guinée équa.	22,22	---	---	-3,47	-4,50	---
23. Lesotho	35,47	40,53	34,73	28,60	-11,40	-3,30
24. Mauritanie	---	22,55	26,33	---	-9,90	---
25. Rwanda	13,47	---	14,76	---	-1,30	---
26. Sao Tomé et Príncipe	---	---	50,00	---	---	---
27. Tchad	---	---	---	---	---	---

Source : Secrétariat de la CEA : Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1985-1986, Addis Abeba, Ethiopie, 17 février 1987 (E/ECA/CM.13/3).

Tableau 5 : Estimations des élasticités à long terme de l'offre de produits primaires

Produits	CHUCCED (1974)	Bond (1983)
Cacao	0,20	0,79
Café	0,20	1,33
Arachides	-	0,52
Noix de coco	0,30	0,35
Huile de palme	0,30	0,49
Coton	0,40	0,50
Cisal	0,50	0,62
Gaoutchouc	0,30	0,39
Tabac	-	0,65
Bois	0,50	-

Source : "Etude des élasticités de l'offre et de la demande des produits de base", memorandum de recherche No. 40 (Genève, mars 1974).

63. Un autre problème important est le taux auquel l'offre potentielle peut être accrue. Ceci dépend, entre autres, des décisions concernant la proportion du produit réel courant à être investie dans le capital productif plutôt que dans la consommation. Les politiques visant à encourager l'accroissement de l'épargne dans les programmes d'ajustement jusqu'ici mis en œuvre dans les PMA africains se concentrent en priorité sur l'accroissement du bénéfice tiré de l'épargne. Un certain nombre de pays ont imposé des plafonds et d'autres restrictions sur les taux d'intérêt nominaux offerts sur les dépôts d'épargne par le système bancaire. En situation d'inflation, ces plafonds peuvent entraîner des taux d'intérêts réels très bas ou négatifs octroyés sur l'épargne financière et réduire la portée des efforts du gouvernement à mobiliser les ressources nationales.

64. Dans les PMA africains, l'épargne intérieure est moins sensible à l'ajustement automatique des taux d'intérêts en raison de l'étroitesse des marchés financiers nationaux et du faible taux de croissance du revenu par habitant. Une augmentation du ratio de l'investissement rapporté au revenu national pourrait, toutes choses égales par ailleurs, avoir un impact positif sur le produit intérieur global. Cependant, comme il a été souligné, les programmes d'ajustement dans les PMA africains exigent des coupures dans les dépenses publiques et même d'investissements, comme faisant partie des mesures de gestion de la demande.

### D. L'impact de la dévaluation

55. La dévaluation affecte à la fois la demande et l'offre intérieures, car elle est à la fois une politique de réallocation des dépenses et une politique de réduction des charges. La dépréciation du taux de change est un des instruments de politique économique le plus souvent utilisé dans les programmes d'ajustement et de stabilisation. Comme il a été signalé auparavant, la dévaluation est une solution inefficace aux problèmes de paiement extérieur des PMA africains, car, étant exportateurs de produits primaires, ceux-ci sont preneurs de prix sur les marchés mondiaux. La production des matières premières a tendance à être assez inélastique et insensible aux variations des prix des exportations et ainsi, les recettes d'exportation devraient demeurer soit inchangées, soit être considérablement réduites quand elles sont exprimées en devises après la dévaluation.

56. Le tableau 6 donne les performances de croissance des exportations et des importations dans les PMA africains avec ou sans programmes d'ajustement. Six sur douze de ces pays (Burundi, République centrafricaine, Mali, Niger, Tanzanie et Togo) avaient un taux de croissance nominal des exportations au cours de la période 1980-1985 inférieur à celui obtenu en 1975-1980, alors que la Gambie, le Malawi, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan et l'Ouganda ont enregistré des taux de croissance des exportations plus élevés. A l'opposé, le taux de croissance des importations a été réduit dans la plupart des PMA africains, excepté en République centrafricaine et en Ouganda. Au Soudan, les importations ont stagné. Six pays seulement ont été en mesure de réduire leur déficit commercial. La plupart des PMA africains sans programmes d'ajustement ont enregistré des taux positifs de croissance des exportations et tous, sauf le Tchad, ont réduit l'accroissement de leurs importations.

57. Le but principal visé par les politiques de taux de change est de créer les conditions nécessaires pour relancer la croissance des exportations. Cependant, les données réelles montrent qu'au cours de la période 1980-1985, le rapport des exportations au PIB est tombé dans la plupart des PMA africains comparé à celui obtenu durant la période 1975-1980. En dépit d'une série de dévaluations de la monnaie en Gambie, Somalie, Soudan, Tanzanie, Burkina Faso, les exportations n'ont pas augmenté d'autre part des pays comme le Botswana, le Niger, le Rwanda, le Burundi, l'Éthiopie et le Burkina Faso ont enregistré de forte hausse du ratio importations/PIB au cours de la période 1980-1985 comparée à 1975-1980. Ainsi, les efforts déployés pour résoudre les difficultés de balance des paiements des PMA ont connu un succès très limité et seulement dans quelques pays.



**Tableau 6 : Taux de croissance des exportations et des importations et de la balance commerciale**

	Taux de croissance des exportations de biens et services par consommateur (prix courant)			Taux de croissance des importations de biens et services par an (prix courant)			Commerce déficit (-) ou excédent (+) (en million de monnaie locale)	
	1975-1980	1980-1985	Variation	1975-1980	1980-1985	Variation	1980	1985
<b>A. PMA avec programme d'ajustement</b>								
1. Burundi	19,3	16,7	-2,6	24,1	7,6	-16,5	-11867	-12298
2. Gambie	-8,3	25,8	34,1	21,4	4,9	-16,5	-230,5	-189,2
3. Guinée	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Guinée-Bissau	-	-	-	-	-	-	-	-
5. Malawi	9,9	12,7	2,8	9,7	7,0	-2,7	-104,4	-93,4
6. Mali	30,4	12,3	-18,1	19,8	11,9	-7,9	-26,2	-86,1
7. Niger	28,9	4,8	-24,1	30,7	6,2	-24,5	-69,0	-89,1
8. Ouganda	6,1	271,4	265,3	21,2	242,5	221,3	-668,0	27245
9. RCA	19,2	11,3	-7,9	3,1	22,4	19,3	-43,2	-31,5
10. Rep. Unie de Tanzanie	8,7	3,4	-5,3	12,5	11,7	-0,8	61160	-13002
11. Sierra Leone	5,7	15,4	9,7	21,7	12,0	-9,7	230,1	-139,6
12. Somalie	8,4	33,8	25,4	17,6	15,1	-2,5	-1355,6	-848,9
13. Soudan	12,2	25,5	13,3	17,0	17,2	0,2	-516,9	-894,4
14. Togo	21,5	4,1	-17,4	25,6	0,5	-25,1	-45072	-34872
<b>B. PMA sans programme d'ajustement</b>								
15. Bénin	17,4	34,9	17,5	24,4	9,3	-15,1	-91,6	-99,3
16. Botswana	49,2	0,9	-48,3	27,5	15,9	-11,6	-299,5	245,9
17. Burkina Faso	15,3	16,3	1,0	18,5	5,1	-13,4	-56,5	-57,2
18. Cap-Vert	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Comores	-	-	-	-	-	-	-	-
20. Djibouti	-	-	-	-	-	-	-	-
21. Ethiopie	12,2	-1,8	-14,0	13,0	6,2	-6,8	-442	-1122
22. Guinée Eq.	-	-	-	-	-	-	-	-
23. Lesotho	37,4	-2,0	-35,2	25,2	19,1	-6,1	-315,5	-684,5
24. Mauritanie	1,8	26,5	24,7	13,6	6,3	-7,3	-4203	11081
25. Rwanda	21,7	8,8	-12,9	19,7	5,4	-14,3	-12214	-13376
26. Sao Tomé et Principe	-	-	-	-	-	-	-	-
27. Tchad	8,2	26,5	18,3	-11,3	48,1	59,4	-53,4	-26239

Source : IMF, op. cit.

### 3. Le fléchissement des flux de ressources

68. Au cours des dernières années, le net déclin des flux de ressources a entraîné le succès de la mise en oeuvre des programmes d'ajustement dans les PMA africains. Les raisons évoquées sont que, les critères de performance sont les seuls permettant de juger de la crédibilité des pays concernés et une condition nécessaire pour des flux accrus d'aides, y compris les possibilités de rééchelonnement de la dette, afin de dégager les ressources nécessaires au financement du développement. La nécessité d'accroître de manière substantielle les flux de l'aide publique au développement est d'une importance capitale pour les PMA africains qui sont confrontés à d'énormes difficultés de balance des paiements. Cependant, comme il a été démontré dans la section I de cette étude, il n'y a pas eu l'accroissement appréciable des flux de ressources en faveur de ces pays, notamment pendant la première moitié des années 80 quand plusieurs d'entre eux ont mis en oeuvre des programmes d'ajustement et de stabilisation.

69. Comme le montre le tableau 7, les espoirs de ces pays dans ces programmes ont été déçus. Les versements nets par habitant reçus, toutes sources confondues ont baissé, en moyenne, de 42,6 \$EU en 1980-1982 à 39,6 \$EU en 1983-1985. Les prêts concessionnels par habitant ont baissé de 40,7 \$EU à 37,9 \$EU au cours de la même période pour les pays avec des programmes d'ajustement. A l'opposé, le flux total d'aide par habitant a crû en moyenne pour le groupe des pays des PMA sans programme d'ajustement de 31,5 \$EU à 38,3 \$EU et pour les prêts concessionnels par habitant de 26,5 \$EU à 30,3 \$EU. Ainsi, prétendre que les programmes d'ajustement et de stabilisation ont généré des flux croissants de ressources n'a pas été prouvé par l'expérience vécue.

**Tableau 7 : Ressources nettes par tête des PMA africains**  
(dollars E.U.)

	Total (moyen)		Concessionnel (moyen)	
	1980-82	1983-85	1980-82	1983-85
<b>A. PMA avec programme d'ajustement</b>				
1. Burundi	34,0	36,0	30,1	31,0
2. Gambie	108,8	73,4	67,9	67,4
3. Guinée	21,0	16,0	15,6	18,1
4. Guinée Bissau	85,1	74,7	77,9	69,2
5. Malawi	27,9	18,6	21,8	19,2
6. Mali	33,1	39,1	32,5	39,3
7. Niger	55,8	36,7	37,8	36,9
8. Ouganda	11,3	12,2	9,4	10,9
9. RCA	47,3	43,9	43,0	41,9
10. Rep. Unie de Tanzanie	41,8	26,7	35,1	25,6
11. Sierra Leone	25,0	19,6	24,4	18,4
12. Somalie	105,5	71,3	88,6	70,7
13. Soudan	40,4	47,4	37,1	43,7
14. Togo	41,4	37,4	29,0	38,8
Moyenne	65,8	39,6	40,7	37,9
<b>B. PMA sans programme d'ajustement</b>				
15. Bénin	65,8	39,7	23,7	24,7
16. Botswana	98,7	146,4	106,4	94,5
17. Burkina Faso	37,5	28,2	34,2	28,0
18. Cap-Vert	200,3	214,3	191,6	208,3
19. Comores	110,0	106,6	104,7	101,6
20. Djibouti	201,9	293,8	199,2	245,1
21. Ethiopie	8,5	15,6	8,2	14,5
22. Guinée équa.	31,3	58,6	33,9	55,0
23. Lesotho	72,5	73,5	71,0	68,4
24. Mauritanie	118,0	114,4	105,9	102,3
25. Rwanda	29,0	29,1	28,8	28,4
26. Sao Tomé et Principe	76,2	131,4	76,2	131,4
27. Tchad	10,7	26,4	11,4	26,6
Moyenne	81,5	98,3	76,5	86,8

Source : Secrétariat de la CNUCED.

## IV. RESUME ET CONCLUSION

70. Les problèmes de paiements extérieurs des PMA africains au cours des années 80 étaient d'ordre structurel, aggravés par les facteurs exogènes suivants: les deux chocs pétroliers de 1973-1974 et 1979-1980, les mesures protectionnistes imposées par les pays industrialisés, la détérioration des termes de l'échange et la persistance d'une récession mondiale. Cependant, les programmes supportés par le Fonds dans les PMA africains continuent à poser en prémisse que le déficit de paiements des pays est dû à une forte offre de monnaie et à une surévaluation des taux de change, sans accorder suffisamment d'attention aux conséquences sur la croissance et le développement économiques à long-terme.

71. Comme il a été mentionné plus haut, les politiques fiscales dans les programmes d'ajustement et de stabilisation mettent l'accent sur la réduction du déficit budgétaire sans faire de différence entre les différents types de dépenses et leur impact sur la productivité de l'économie, et des coupes budgétaires ont souvent été faites pour réduire le déficit à court-terme sans tenir compte des conséquences éventuelles sur la capacité de croissance économique à moyen terme. Le ralentissement de l'expansion du crédit intérieur a considérablement réduit la capacité de production dans la plupart des pays, en raison d'importantes réductions des dépenses d'investissement. L'inflation est encore galopante dans les PMA ce qui signifie que l'objectif visant à ralentir l'accroissement du taux d'inflation n'a pas été atteint car les mesures ne touchent pas aux problèmes structurels internes ainsi qu'à l'influence de l'inflation importée.

72. L'efficacité de la dévaluation comme instrument de politique économique dans les programmes d'ajustement et de stabilisation des PMA africains pose également un problème dans la mesure où ces pays sont exportateurs de matières premières dont les prix sont fixés sur les marchés internationaux des produits de base. Ainsi, comme preneurs de prix, leurs recettes d'exportation ont de fortes chances de demeurer aux niveaux d'avant la dévaluation ou plus probablement à être fortement réduites une fois exprimées en devises. D'autre part, la dévaluation intensifie les tensions inflationnistes dans ces pays en rendant les importations plus chères et en réduisant le degré d'utilisation de la capacité de production des secteurs dépendant des importations.

73. En résumé, les programmes d'ajustement et de stabilisation parrainés par le FMI réussissent dans le court-terme. Il y a des cas où un certain degré d'ajustement peut être atteint dans le court terme. Cependant, les déséquilibres qui ont amené les PMA africains à solliciter l'aide du FMI sont variés et persistants, et les remèdes employés devraient toucher les changements structurels à long terme. En plus, les programmes d'ajustement couramment mis en oeuvre sont basés sur des politiques qui tendent à avoir des effets globaux sur l'économie pour être efficace, alors que le processus d'ajustement doit être basé sur plus d'instruments sélectifs dans des pays où la première source de difficulté est plus sectorielle que globale.

74. Sur la base des conclusions de cette étude, il est suggéré que les programmes appuyés par le Fonds dans les PMA africains doivent être définis prudemment en fonction des facteurs contribuant à la détérioration de l'état des paiements extérieurs. Entre autres choses, ceci permettrait la prise en compte de la situation particulière des PMA dans la libéralisation des facilités de financement compensatoire (FFC). Par exemple, si les tirages sur le FFC doivent continuer à être liés à des quotas-parts, alors le plafond de tirages cumulatifs existant doit être suffisamment relevé en conséquence. En outre, si les facilités doivent aussi compenser la détérioration de la position des paiements extérieurs à titre temporaire ou à l'inverse causer d'autres baisses des recettes d'exportation de produits de base, le plafond devrait être fixé encore plus haut. En général, en raison des besoins considérables en ressources des PMA africains, les donateurs devraient fournir l'effort d'offrir des financements supplémentaires adéquats pour supporter leur programmes d'ajustement et de stabilisation.

75. Il y a un besoin urgent de politiques plus variées que celles de la gestion de la demande et la dépréciation du taux de change. Ceci tient au fait que les circonstances varient considérablement suivant les pays pour que toute approche soit appropriée. Il devrait également y avoir un abandon de la trop grande importance accordée aux critères basés sur les performances quantitatives, et plutôt se concentrer sur l'environnement économique dans lequel les programmes sont mis en oeuvre. Enfin, ces programmes devraient prévoir des périodes d'ajustement plus longues et prendre explicitement en compte les conséquences sur la distribution des revenus dans les économies des PMA africains.

## NOTES

1/ Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, République Centrafricaine, Tchad, Comores, Djibouti, Guinée équatoriale, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Malawi, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, Sierra Leone, Somalie, Soudan, République-Unie de Tanzanie, Togo et Ouganda.

2/ Voir "Regional evaluation and assessment of the implementation of the Substantial New Programme of Action in African Least Developed countries, 1981-1984" E/ECA/CM.11/86 du 25 février 1986. Voir également "Progress towards the implementation of the Substantial New Programme of Action in African least developed countries", E/ECA/LDCs.7/EXP.6/3 du 18 mars 1987.

3/ Burundi, République Centrafricaine, Gambie, Guinée-Bissau, Malawi, Mali, Mauritanie, Niger, Sierra Leone, Somalie, Soudan, République-Unie de Tanzanie, Togo et Ouganda.

4/ Voir "Report of the sixth meeting of the Conference of Ministers of African least developed countries", E/ECA/CM.12/86 du 18 avril 1986, para. 51.

5/ Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Lesotho, Malawi, Mali, Niger, Rwanda et Ouganda.

6/ Cap-Vert, Comores, et Sao Tomé et Príncipe.

7/ Voir "Domestic problems and economic policies in African least developed countries" - A/CONF.104/7/Add.1 (Part III) du 25 mai 1981.

8/ Voir "Report of the United Nations Conference on the least developed countries held in Paris, 1-14 septembre 1981" A/CONF.104/22/Rev.1.

9/ H. Kaldor, "The role of devaluation in the adjustment of balance-of-payments deficits", préparé pour le secrétariat de la CNUCED, avril 1982, page 11 (mimeographie).

10/ Voir, West Africa, 30 mars 1987.

11/ Bhagwati, A and Onitsunka, "Export and import responses to devaluation, experience of the non-industrial countries in the 1960s", IMF staff paper vol. 21, juillet 1984.

12/ Economic Commission for Africa, The balance-of-payments problems of developing Africa: A reassessment (E/ECA/CM.11/8) août 1984.

13/ G.K. Helleiner, "Aid and liquidity: The neglect of sub-Saharan Africa and others of the poorest in the emerging International Monetary System", Journal of Development planning, No. 15, 1985 p. 76

14/ IMF survey 4 mai 1981, p. 137-139.

15/ John Williamson, "The lending policies of the International Monetary Fund", Institute for International Economics, Policy analysis in international economies, No. 1, août 1982.

16/ Les limites des financements compensatoires sont actuellement de 33 p. 100 du quota ou 105 p. 100 des pertes de recettes d'exportation et des coûts excédentaires des importations de céréales pris ensemble.

17/ Sidney Pell, "The fifth credit tranche", World Development, vol. 13, No. 2 p. 245-249, 1985.

18/ Stephany Griffith-Jones, "Compensatory financing facility: A review of its operation and prospects for its implementation, UNCTAD/MFD/TA/22, janvier 1983 prepared for the UNCTAD secretariat (mimeographier), and John Williamson, American economic associations, papers and proceedings, mai 1983 pp. 354-358.

19/ De Larosiere, "The need for international economic adjustment: The role of the IMF", excerpts from an address delivered on mars 4, 1982, before the annual meeting of the French-American Chamber of Commerce, Minneapolis, Minnesota.

20/ Helleiner, op.cit., p. 76.

21/ "Progress towards the implementation of the Substantial New Programme of Action in African Least Developed Countries (Report by ECA secretariat)" E/ECA/LDCs.7/EXP.6/3, 18 mars 1987.

22/ Reginald Green, "IMF stabilization and structural adjustment in sub-Saharan Africa: are they technically compatible, IDS Bulletin, juillet 1985, vol. 16, No. 3, p. 66.

23/ Tun Wai Y and C. Wong "Determinants of private investment in developing countries" Journal of Development Studies (Londres) vol. 19 (octobre 1982), pp. 19-36.

Principaux problèmes ayant nécessité  
des politiques d'ajustement dans  
certaines PMA africains

	Sécheresse ou conditions climatiques	Exportation et termes de l'échange	Finance publique	Balance des paiements	Gestion économique	Dette extérieure
Botswana	x					
Gambie	x	x	x	x		
Guinée	x	x	x	x	x	x
Malawi	x	x	x	x		
Mali	x		x	x		x
Niger		x	x		x	
Ouganda			x	x	x	x
RCA		x	x	x		
République-Unie de Tanzanie	x	x	x	x	x	x
Sierra Leone		x	x	x		x
Somalie	x	x	x	x		
Soudan		x	x	x	x	x
Togo	x	x				x

Source: Etudes des conditions socio-économiques en Afrique 1982-1983.



Politiques d'ajustement adoptées par les PMA africains

	Taux de change	Dépense budgétaire	Revenu budgétaire	Taux d'intérêt	Credit	Gestion
Botswana	x					
Gambie	x	x	x		x	
Guinée		x		x		
Malawi	x			x		
Mali		x	x			
Niger		x				
Ouganda	x	x	x	x	x	
RCA		x	x			
République-Unie de Tanzanie	x					x
Sierra Leone	x	x	x			
Somalie	x	x		x		
Soudan	x	x	x		x	x
Togo		x				x

Source: E/ECA/CM.10/4.9 mars 1984.

Politiques d'ajustement adoptées par les PMA africains  
(zones de changement structurel)

	Prix	Secteur privé	Production	Entreprises publiques	Taxe	Institutions
Botswana						
Gambie	x		x	x	x	x
Guinée	x	x		x		x
Malawi					x	
Mali		x	x	x		
Niger	x			x	x	x
Ouganda	x	x				
RCA	x		x	x		
République- Unie de Tanzanie	x					
Sierra Leone	x		x			x
Somalie			x	x		
Soudan	x	x	x	x	x	x
Togo	x			x	x	x

Source: Ibid, E/ECA/CM.10/4, 9 mars 1984.

Facilités des prêts stand by et prêts d'ajustement structurel accordés  
aux pays africains les moins avancés

	Date de signature	Date d'expiration	Montant total	Tirage
Accords "Stand by"			259 500	153 720
Burundi	8 Aug. 1986	31 Mar. 1988	21 000	21 000
Gambie	17 Sept. 1986	16 Oct. 1987	5 130	4 100
Guinée	3 Feb. 1986	2 Mar. 1987	33 000	18 000
Mali	8 Nov. 1985	31 Mar. 1987	22 860	6 560
Mauritanie	26 Apr. 1986	25 Apr. 1987	12 000	2 700
Niger	5 Dec. 1986	4 Dec. 1987	10 110	8 090
RCA	23 Sept. 1985	22 Mar. 1987	15 000	7 500
Sierra Leone	14 Nov. 1986	13 Nov. 1987	23 160	15 160
Tanzanie	28 Aug. 1986	27 Feb. 1988	64 200	31 210
Togo	9 June 1986	8 Apr. 1988	23 040	14 400
Accords d'ajustements structurel			87 091	50 031
Burundi	1 Aug. 1986	7 Aug. 1989	20 069	11 529
Gambie	17 Sept. 1986	16 Sept. 1989	8 037	4 617
Mauritanie	22 Sept. 1986	21 Sept. 1989	15 933	9 153
Niger	17 Nov. 1986	16 Nov. 1989	15 839	9 099
Sierra Leone	14 Nov. 1986	13 Nov. 1989	27 213	15 633
Totale Générale			346 591	203 751

Source: Etude FMI, 9 mars, 1987, page 76.